

Le bilinguisme.

Il s'agit d'un sujet dont parlent beaucoup les Néo-Brunswickois. Et d'un sujet dont ils ont beaucoup parlé dernièrement.

Le bilinguisme apporte une contribution positive à notre tissu social. Mais il apporte aussi une contribution positive à notre économie.

C'est ce dont je veux vous parler aujourd'hui. Beaucoup d'entre vous s'attendent probablement à un discours sur l'économie. Et je traiterai à quel point le bilinguisme est un pilier majeur de notre économie. Mais il est important de parler du bilinguisme en soi.

J'ai entendu beaucoup de personnes dire qu'il semble y avoir plus de tension linguistique que d'habitude au Nouveau-Brunswick. Mais je pense qu'il est important de se rappeler qu'il y a toujours des tensions linguistiques sous la surface. Bien franchement, il y a eu d'autres tensions également.

Il y a eu des tensions entre les régions. Des tensions entre les régions urbaines et les régions rurales. Des tensions entre le Nord et le Sud.

Et des tensions entre les partisans du Titan, des Wildcats et des Seadogs.

Pourquoi est-ce qu'il y a plus de tensions que jamais?

Nous savons tous que les médias sociaux jouent un rôle dans cette situation. Les médias sociaux sont un mégaphone et une chambre d'écho. De nos jours, les personnes dans tous les camps ont une plateforme pour exprimer leurs points de vue sur une question. Et elles peuvent les exprimer à des centaines de personnes qui partagent ces points de vue. À des personnes qu'elles n'auraient jamais trouvées auparavant. Et il semble que les personnes qui sont un peu plus radicales aient la possibilité d'influencer de façon disproportionnée le dialogue. Cela veut dire que les débats s'enflamment plus souvent. Et les tensions remontent plus facilement en surface.

En tant que gouvernement, nous avons mis le Nouveau-Brunswick sur la voie de l'équilibre budgétaire d'ici 2020. Il a fallu prendre des décisions difficiles au cours de nos deux premiers budgets. C'est sûr que chaque fois que des décisions difficiles sont prises quelque part, les tensions peuvent s'attiser. Lorsqu'ils croient que les services dans leur région sont menacés, les gens peuvent réagir en signalant d'autres groupes ou d'autres régions dont les services pourraient faire l'objet de telles compressions au lieu d'eux. Et en plus de cela, de 2006 à 2014, nous avons traversé une longue récession économique. Cela n'aide en rien. Mais le Nouveau-Brunswick n'est pas le seul à avoir de telles difficultés. Donc nous ne devrions pas rechercher un bouc émissaire qui est particulier au Nouveau-Brunswick.

Donc parlons de bilinguisme.

En vertu de la Loi sur les langues officielles adoptée par le gouvernement de Richard Hatfield, c'est le premier ministre qui est tenu PAR LA LOI, et je cite, « d'assurer le respect » des deux langues officielles du Nouveau-Brunswick. C'est en ayant ce rôle à l'esprit que je vous parle aujourd'hui. Je veux que vous sachiez que je me suis adressé aux gens de Saint John sur ce sujet lundi.

Et je vous parle aujourd'hui à partir d'un texte écrit. Ceux qui m'ont déjà entendu parler sauront que je ne procède pas ainsi d'habitude. Mais je le fais parce que je veux m'assurer de communiquer

le même message aux gens de Caraquet aujourd'hui que j'ai livré aux gens de Saint John lundi.

J'aurai prononcé le même discours dans les deux communautés linguistiques. J'aurai prononcé le même discours à tous les gens du Nouveau-Brunswick.

Donc n'oubliez pas lorsque vous m'écoutez aujourd'hui que j'ai prononcé le même discours à Saint John lundi.

Avant de commencer, je pense que c'est important de reconnaître certaines des difficultés auxquelles nous avons fait face. Nous comprenons que les Acadiens et les francophones au Nouveau-Brunswick ont connu des épreuves par le passé.

Après avoir édifié une société dans cette région pendant des générations de 1604 à 1755, les Acadiens ont été déplacés de force de leurs terres. Ils ont été séparés de leurs familles. Ils ont été déportés dans différentes parties du monde. Ces mesures ont été prises par un gouverneur malhonnête, sans l'autorisation de ses supérieurs. Mais les choses avançaient lentement dans les années 1700, et il a fallu attendre huit ans avant que l'ordre du Grand Dérangement soit annulé. À ce moment-là, d'autres colons avaient pris possession de nombreuses terres acadiennes. Des Acadiens sont retournés et d'autres, non. Dans certains cas, cela a pris plusieurs générations avant la réunification de familles acadiennes. Et dans tous les cas, les Acadiens ont dû recommencer à zéro.

Une vingtaine d'années plus tard, après l'arrivée des loyalistes et la formation de la province du Nouveau-Brunswick, les Acadiens se sont démenés pour obtenir le droit de vote. Ce n'est qu'en 1810 que les Acadiens ont pu voter sans devoir prêter un serment allant à l'encontre de leurs valeurs culturelles et religieuses.

Il a fallu attendre 150 ans, jusque dans les années 1960, avant que les francophones puissent fréquenter les écoles et les universités publiques dans leur langue dans cette province.

Les Acadiens ont certainement connu des épreuves durant de nombreux siècles. Et cela a pris des générations avant de redresser et d'améliorer la qualité de vie d'un peuple qui a vécu une telle tourmente.

Ce n'est qu'en 1963 que les Acadiens ont obtenu leur propre université : l'Université de Moncton. Avant cette date, trois choix s'offraient à eux : ne pas aller du tout à l'université. Aller étudier au Québec. Ou étudier dans leur langue seconde.

Comparez cette situation à la University of New Brunswick, l'une des plus vieilles universités publiques sur le continent. Et heureusement que nous l'avons dans cette province. Mais nous offrons une éducation universitaire aux anglophones de la province depuis 230 ans. Pour les francophones, nous le faisons seulement depuis 50 ans.

Un système officiel d'écoles francophones financées par les fonds publics a seulement été établi au Nouveau-Brunswick à la fin des années 1960.

Mais notre province a travaillé très dur au cours de la deuxième moitié du siècle afin d'établir le bilinguisme officiel et l'égalité de nos deux cultures fondatrices. Il faut en attribuer le mérite à des dirigeants visionnaires comme Louis Robichaud qui nous a donné des chances égales. Richard Hatfield à qui nous devons le bilinguisme officiel. Et Frank McKenna qui a travaillé avec Ottawa afin de consacrer notre statut bilingue dans la Charte des droits et libertés.

Depuis 1993, notre bilinguisme est inscrit dans la loi suprême du pays. La Constitution. Donc cela devrait mettre fin au débat. Les droits en question sont consacrés dans un document très important qui, je pense, ne changera pas de sitôt.

Mais nous croyons que c'est important de faire fonctionner les choses. Nous avons besoin d'un respect mutuel. Et cela signifie être prêt à tenir une conversation franche et ouverte. Et c'est ce que nous espérons lancer aujourd'hui.

Au Nouveau-Brunswick, nous avons accordé aux francophones et aux anglophones le droit de recevoir des services du gouvernement dans la langue de leur choix. Nous leur avons accordé le droit de recevoir une éducation dans leur langue maternelle. Nous avons accordé à la communauté francophone et à la communauté anglophone le droit de préserver leur langue et leur culture.

Tout groupe dans le monde aimerait bénéficier de tels droits. C'est la bonne chose à faire, mais cela ne veut pas dire que c'est facile.

Ma mère est une anglophone qui a eu de la difficulté à apprendre le français toute sa vie. J'ai commencé l'école en anglais et comme famille on parlait anglais à la maison. J'ai commencé à pouvoir m'exprimer dans les deux langues lorsque j'avais 10 ans. Donc je parle par expérience. Je comprends à quel point cela peut être difficile.

Je comprends que de nombreux anglophones ont l'impression que les droits des francophones ont eu un impact sur eux. Et ils ne pensent pas que l'impact ait été positif.

Certains pensent que c'est plus difficile de trouver un emploi. D'autres pensent qu'ils n'ont pas eu une chance égale de devenir bilingues. Certains ne comprennent pas pourquoi certaines institutions francophones existent.

Je comprends aussi que les anglophones ont de la difficulté lorsqu'ils essaient de parler français. S'il y a 10 francophones et 1 anglophone dans un groupe, tout le monde finit par parler anglais. Cela arrive souvent même si l'anglophone essaie de parler français. Beaucoup d'anglophones m'ont dit qu'ils trouvent cela frustrant parce qu'ils veulent vraiment pratiquer leur français, mais on ne leur donne pas la chance de le faire. Je veux juste vous dire que les francophones essaient d'être gentils. Ils se disent, « tiens, nous pouvons tous parler anglais et vous êtes anglophone, donc passons à votre langue ».

Je comprends que cela complique pas mal les choses pour les anglophones. C'est beaucoup plus facile pour un francophone entouré d'anglophones d'apprendre une langue seconde. Les anglophones qui veulent vraiment apprendre le français ont souvent peu de chances de s'exercer. Et les francophones bien intentionnés compliquent la situation pour ces anglophones lorsqu'ils ne parlent pas français avec eux. Cela fait du tort aux francophones aussi. C'est un phénomène contre-productif. Je reviendrai sur ce phénomène quelques fois aujourd'hui. Et je le ferai parce que c'est si important de comprendre pourquoi c'est beaucoup plus difficile pour les FRANCOPHONES de garder et de conserver leur langue FRANÇAISE lorsqu'ils sont entourés d'ANGLOPHONES.

Si vous me le permettez cependant, j'aimerais parler un peu de l'expérience de ma famille avec le bilinguisme.

Mon père est francophone et ma mère est anglophone. Ma mère est une Scholten des Pays-Bas, mon père est un Gallant de Shediac Bridge. Mon frère, ma sœur et moi sommes bilingues. Nous parlions

anglais à la maison, mais nous avons surtout fréquenté des écoles francophones. Donc j'ai vu et vécu de nombreuses situations que des centaines, voire des milliers de Néo-Brunswickois vivent tous les jours.

En fait, c'est ma mère qui voulait que nous soyons bilingues. Ce n'était pas mon père francophone qui voulait que nous apprenions le français, c'était ma mère anglophone.

Je m'imagine que c'était parce qu'elle était visionnaire. Elle connaissait les nombreux avantages que nous obtiendrions si nous étions bilingues. Mais je pense qu'elle connaissait ces avantages parce qu'elle savait ce que c'était de grandir et de ne pas être capable de parler cette langue seconde.

Donc lorsque de nombreux Néo-Brunswickois me disent qu'il n'y a pas assez de possibilités pour les anglophones d'apprendre le français au Nouveau-Brunswick, je sais de quoi ils parlent.

C'est pour cette raison que nous avons annoncé hier des améliorations à la formation en langue seconde pour les adultes. Ceux et celles sans emploi pourront poursuivre la formation en langue seconde pour les adultes aux CCNB et le NBCC gratuitement. Et plus tard cette semaine nous allons annoncer des améliorations à l'immersion précoce en français, pour nous assurer de procéder de la bonne façon. Et pour que ce soit aussi accessible que possible dans les régions rurales de la province.

Dans notre famille, pour que nous puissions être bilingues, notre mère voulait que nous allions dans les écoles françaises.

Mon frère aîné et ma sœur aînée ont fréquenté des écoles françaises dès le premier jour. Ils n'ont pas appris le français à la maison. Toutefois, en quelques mois après leur entrée à la maternelle, ils ont pu parler français sans problème.

Cela a été différent dans mon cas. Lorsque ma mère m'a inscrit à l'école, l'enseignante de la maternelle francophone a dit à ma mère que, si je ne parlais pas déjà français, je n'avais aucune raison d'être là. Et si je ne comprenais pas ce qui se passait, cela serait mon problème, et elle ne m'aiderait pas. C'est malheureux. Et ce sont des histoires du genre, j'en suis sûr, qui causent beaucoup de frustration parmi les anglophones. Cela a certainement frustré ma mère qui a décidé de m'inscrire plutôt à l'école anglaise. Donc en première année, j'ai commencé l'immersion précoce en français comme beaucoup d'anglophones et je me suis mis à apprendre le français.

Je vous parlerai d'une autre expérience que j'ai vécue et qui montre comment les tensions linguistiques peuvent apparaître. J'avais 7 ou 8 ans, et j'appelais ma mère à partir d'un téléphone à l'école. Je parlais anglais parce que ma mère ne pouvait pas parler français. Mon enseignante du programme d'immersion est arrivée et m'a demandé d'arrêter de parler anglais. Je lui ai dit que ma mère ne comprenait pas le français, mais elle dit que non, que j'étais dans le programme d'immersion française et que je devais donc parler français. Elle n'a pas cessé de me pousser pendant que je parlais à ma mère. Et elle n'arrêtait pas de m'interrompre, disant que je devais parler français, jusqu'à ce que je décide de raccrocher sur ma mère. À l'âge de 7 ou 8 ans, je ne savais pas vraiment comment faire face à la situation.

Je peux voir maintenant que ce n'était pas raisonnable, c'est évident. Oui, dans le programme d'immersion, ce serait idéal si les élèves pouvaient toujours parler français pour acquérir de l'expérience. Mais nous ne vivons pas dans un monde qui est noir ou blanc. Nous devons protéger la langue minoritaire, mais en étant pragmatiques à ce sujet. Lorsqu'un enfant ne peut pas dire à sa mère à quelle heure venir le chercher à l'école, cela fait naître la tension chez les deux.

Plus tard en cinquième année, j'ai commencé à aller à l'école française. Je n'oublierai jamais mon premier examen à cette école. C'était en géographie. J'ai eu 9 sur 10. Et ce n'est pas une mauvaise note, mais j'étais vraiment bouleversé. Je continuais de regarder la réponse qui avait été considérée comme une faute et je savais que j'avais bien répondu. La question était « quelle est la plus grande ville du Nouveau-Brunswick? ». Et j'avais écrit « Saint John ». Je suis allé voir mon enseignant et je lui ai dit, « Je suis pas mal sûr que c'est Saint John » et il a répondu, « non, c'est "Saint-Jean" ».

Des situations du genre n'aident pas à instaurer la tolérance.

Les francophones parlent beaucoup de leurs institutions. Et ils sont très protecteurs à leur égard. Les institutions sont importantes.

L'Université de Moncton. Si cette université n'avait pas existé, je n'aurais pas étudié en français. Je n'aurais probablement pas bien compris les difficultés auxquelles font face les francophones. Et je ne comprendrais pas ma culture acadienne, il n'y a aucun doute à ce sujet.

Et j'ai aussi vu des anglophones parler des institutions francophones. Par exemple, mon oncle du côté de ma mère pensait que c'était injuste que les Jeux de l'Acadie s'adressent seulement aux francophones. Il ne comprenait pas pourquoi mon frère, ma sœur et moi pourrions aller aux Jeux de l'Acadie, mais que ces enfants ne le pourraient pas.

Les Jeux de l'Acadie sont une manifestation sportive qui est bien plus que des sports. C'est une célébration de la culture acadienne et de la langue française. C'est important pour les minorités d'avoir de telles célébrations.

Nous nous lançons parfois dans des débats où les personnes des deux groupes linguistiques arrivent à des conclusions complètement différentes. Et ces personnes ne peuvent pas comprendre le raisonnement de l'autre.

La question du transport scolaire me vient à l'esprit. Ce n'est pas une nouvelle question. Ce qui est nouveau, c'est le fait que cette question ait donné lieu à un tel débat. Pendant 50 ans, les écoles ont été administrées par les districts des écoles publiques francophones et anglophones. Chaque district administre ses propres écoles et ses propres autobus scolaires. Par défaut, nous avons eu des autobus anglophones et des autobus francophones tout ce temps-là. Beaucoup de membres de la communauté francophone, dont des juristes, croient que c'est un droit constitutionnel. Beaucoup de membres de la communauté anglophone croient que cela ne tient pas. La réalité est la suivante : cette situation dure depuis des décennies et les dédoublements sont minimes. Dans bien des régions, il y a seulement des écoles dans une langue. Lorsqu'il y a des écoles dans les deux langues, les autobus se déplacent souvent dans des directions différentes. Ou les autobus dans les deux cas sont pleins.

C'est évident que cela ne coûte pas grand-chose aux contribuables. Selon un rapport de l'Atlantic Institute for Market Studies, le Nouveau-Brunswick consacre 58,7 millions de dollars aux autobus scolaires, contre 71,2 millions de dollars en Nouvelle-Écosse. Cela représente 572 dollars par élève au Nouveau-Brunswick contre 592 dollars par élève en Nouvelle-Écosse. C'est ça. Cela coûte 3 % de moins pour les autobus scolaires par élève au Nouveau-Brunswick qu'en Nouvelle-Écosse!

Pourtant, beaucoup se sont concentrés sur la question afin d'attiser les tensions. Bien entendu, ils n'ont pas cité les vrais faits.

Néanmoins, nous avons demandé à la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick de préciser certains éléments pour nous tous. Existe-t-il un droit absolu à des autobus distincts parallèlement à un système d'éducation distinct? Ou ce droit n'existe-t-il pas? Ou existe-t-il un terrain commun? Ce sont des questions justes, et voilà pourquoi nous avons demandé au plus haut tribunal de la province d'y répondre.

Mes parents ont vécu des temps difficiles, travaillant dans les épiceries et la restauration-rapide toute leur vie. Lorsque j'avais environ 10 ans, nous avons quitté Moncton pour nous installer à Grande-Digue lorsque mon père a perdu son emploi. Nous avons déménagé avec mes grands-parents dans une petite maison que sept personnes partageraient. Nous partagions les chambres et avons transformé la salle à manger en chambre à coucher pour mes grands-parents.

Lorsque nous avons déménagé, ma mère m'a donné le choix. Je pouvais aller à l'école anglaise ou à l'école française. C'est pas mal intéressant que ma mère m'ait donné cette responsabilité. Ma mère nous a toujours montré de prendre nos choix au sérieux et d'assumer la responsabilité de nos décisions. C'est tout un autre thème, pour un autre discours, un autre jour. Elle m'a dit que c'était mon choix et, à l'âge de 10 ans, j'ai décidé d'aller à l'école française.

Pourquoi ai-je fait ce choix? Était-ce parce qu'à l'âge de 10 ans, je savais que je finirais par devenir bilingue dans une école française? Non, c'était parce que j'ai vu mon frère aîné et ma sœur aînée aller aux Jeux de l'Acadie. Et je voulais être capable d'y aller aussi. Donc je peux vous dire par expérience que je connais l'importance de ce genre d'institutions, des institutions qui ont joué un rôle important dans mon développement linguistique et mon développement culturel.

J'ai eu la chance d'aller dans quelques-unes de ces institutions. J'ai joué aux Jeux de l'Acadie. J'ai fréquenté la Polyvalente Louis-J-Robichaud, qui a ouvert en 1969. C'est la première école secondaire publique francophone que le gouvernement provincial a construite sous le régime du programme Chances égales.

Je suis allé ensuite à l'Université de Moncton où j'ai vraiment accru mon vocabulaire en français et compris les difficultés auxquelles font face les francophones. Et bien entendu, je suis venu à mieux comprendre ma culture acadienne.

De telles institutions pour les minorités sont cruciales. Si on vous disait que vous deviez aller à l'école dans votre langue seconde, sans soutiens pour maintenir et accroître vos compétences dans votre langue maternelle, à quel point votre langue maternelle serait-elle bonne? Et si vous étiez entouré partout de personnes parlant votre langue seconde? Peut-être que vous renonceriez à votre langue maternelle.

Selon moi, l'Université de Moncton est la plus importante institution pour les francophones et les Acadiens. Offrir des possibilités d'éducation postsecondaire à une population est le meilleur moyen d'assurer le succès économique de chacun. Mais c'est aussi un moyen de s'assurer que cette population a un tissu social solide et peut construire son identité en tant que peuple. L'Université de Moncton joue ce rôle parfaitement, mais il est important de noter encore une fois qu'elle le fait seulement depuis 1963.

Je veux vous parler de certaines difficultés que ma mère a connues en tant qu'anglophone sur le marché du travail dans le Grand Moncton.

Elle a travaillé dans le secteur de la restauration rapide toute sa vie. Elle est actuellement gestionnaire d'un restaurant McDonald's. C'est un endroit où elle a appris qu'on ne peut jamais plaire à tout le monde. En particulier, lorsqu'il est question de langue. Il lui est arrivé une fois d'avoir un menu entièrement bilingue où le texte en français précédait le texte anglais. Il lui est arrivé souvent de se faire crier après par des anglophones pour cette raison. Des francophones n'ont pas toujours été très tolérants envers elle non plus. Ma mère avait affiché un message de félicitations en anglais seulement pour les diplômés du secondaire sur l'enseigne en avant. Les francophones n'étaient pas contents!

Ma mère essaie de parler aux francophones en français, mais parfois elle se fait crier après parce que son français n'est pas assez bon.

Pourquoi nous traitons-nous ainsi les uns les autres?

L'enseigne est bilingue, est-ce vraiment important l'ordre dans lequel paraissent les langues?

Le message à l'intention des diplômés venait du cœur, n'est-ce pas l'intention qui compte?

Une personne s'efforce de vous parler dans votre langue même si c'est difficile pour elle, ne devrions-nous pas dire « merci »?

Nous avons tous besoin d'être tolérants.

J'ai parlé plus tôt de la façon dont nous décourageons les anglophones de parler français. Et franchement de la façon dont nous décourageons les francophones de parler français.

Je sais que des anglophones qui connaissent le français ont peur de le parler. Ils ne veulent pas faire une erreur ou être embarrassés. Ils ont peur que leur français ne soit pas assez bon.

Je pense que c'est important de préciser que c'est le même sentiment qu'éprouve presque chaque francophone lorsqu'il parle dans sa langue seconde.

Il y a des anglophones qui essaient de parler français aux francophones qui ne leur répondront pas en français cependant. Ces francophones essaient peut-être d'être gentils. Mais cela donne comme résultat que l'anglophone ne maîtrise jamais le français. Et peut-être que ce dernier renonce tout simplement. Et le francophone perd une occasion de conserver ses compétences linguistiques.

C'est un phénomène très réel. Je ne sais pas comment l'expliquer, mais cela se produit sans cesse. Et je peux vous dire que je l'ai vu dans toutes les écoles que j'ai fréquentées et dans toutes les équipes de hockey dont j'ai été membre. J'ai vu ce phénomène dans presque tous les cadres sociaux imaginables.

Lorsqu'il y a un anglophone dans un groupe de francophones, le groupe parlera anglais.

Voilà pourquoi les anglophones qui veulent apprendre le français sont si désespérés, et je cite, pour avoir des institutions « bilingues » où ils peuvent pratiquer le français. Mais c'est aussi cette raison que, lorsqu'on mentionne une institution est « bilingue », les francophones pensent souvent que cela signifiera pratiquement que presque tout le monde va parler anglais. S'il s'agit d'anglophones et de francophones dans le même système d'éducation ou dans la même école, tout le monde va parler anglais. Maintenant c'est une raison pour laquelle les francophones ont des préoccupations légitimes. Ces derniers craignent que, si des anglophones fréquentent les écoles françaises et les

garderies francophones, leurs enfants parleront anglais. Et ils ont raison de penser ainsi parce que c'est ce qui arrive partout.

Là encore, voici un autre exemple bien réel d'une telle situation : mon colocataire à l'École de droit de l'Université de Moncton était un anglophone de Fredericton. Il parlait très bien français, mais c'était évident que c'était sa langue seconde. Chaque fois qu'il venait faire un tour, tous les étudiants en droit de l'Université parlaient anglais et, dès qu'il s'en allait, nous nous mettions à parler français.

Mon neveu Jeremy et ma nièce Cassandra sont bilingues, mais ils sont francophones d'abord. Ils ont fréquenté des garderies francophones et des écoles francophones. Leur plus jeune soeur, Annabelle, est allée à une garderie « bilingue » où on parlait clairement plus en anglais. Je me souviens de lui avoir demandé une fois, « es-tu francophone ou anglophone? », et elle a répondu, « I'm French ». Elle n'était pas aussi à l'aise de parler en français que son frère et sa sœur. C'est un autre exemple qui montre que, s'il y a seulement quelques anglophones dans un grand groupe de francophones, c'est l'anglais qui sera utilisé principalement.

Selon des études, le meilleur moyen pour un francophone d'être bilingue dans un endroit comme Moncton, Saint John ou Fredericton, et le meilleur moyen pour un anglophone d'être bilingue dans un endroit comme Moncton, Saint John ou Fredericton, c'est de parler seulement français à la maison et à l'école. L'anglais vient facilement parce qu'on sera immergé dans cette langue et entouré d'anglophones pendant le reste de la journée. À la télévision, dans les médias sociaux, au cinéma, à la radio, à votre pratique sportive ou dans votre cours de musique : on parle presque toujours anglais.

Voilà pourquoi c'est important pour les francophones qu'il y ait deux systèmes d'éducation. Voilà pourquoi beaucoup de personnes soulèvent l'importance d'avoir des garderies francophones et des garderies anglophones distinctes.

Je pense aussi que les francophones découragent les autres francophones d'utiliser le français. Tout comme les anglophones se font critiquer pour ne pas parler suffisamment bien en français. Les francophones font la même chose entre eux.

Une étude intéressante a été menée il y a un certain temps. Elle portait sur ce que les élèves écrivaient derrière les photos de diplômé qu'ils distribuaient à leurs amis. Dans les écoles secondaires francophones dans le Sud-Est, la plupart des enfants écrivaient des messages en anglais. J'ai sorti mes photos, et c'était effectivement le cas. La plupart des messages étaient en anglais. Ces messages étaient écrits dans un anglais vraiment mauvais, toutefois. Ils étaient bourrés d'erreurs d'orthographe et de grammaire. J'y ai beaucoup pensé, et je crois savoir pourquoi cela se produit. Si un francophone écrivait dans un mauvais anglais, cela serait accepté. Je veux dire que c'est sa langue seconde après tout. Si un francophone écrivait dans un mauvais français, il serait vertement critiqué par ses enseignants francophones.

Donc nous voyons survenir un effet pervers parce nous sommes si stricts au sujet de la façon dont les gens écrivent et parlent en français au point où ils finissent par avoir peur d'utiliser cette langue. Et s'ils ne pratiquent jamais leur français, ils ne s'améliorent jamais.

Je vais vous donner un exemple personnel de la façon dont les francophones peuvent parfois être critiques les uns envers les autres. Savez-vous sur quoi portait le premier reportage de Radio-Canada à mon sujet lorsque j'ai remporté la direction du Parti libéral? Ce n'était pas au sujet de mon éducation ou de mon expérience. Ce n'était pas au sujet des antécédents économiques de ma

famille. C'était pour critiquer mon accent en français. C'est difficile parfois de ne pas se mettre à parler en chiac et de dire « j'ai drivé mon car et j'ai parké au mall ». Mais je fais des efforts. Et qu'est-ce que cela veut dire si c'était l'histoire au sujet du nouveau chef libéral qui valait le plus la peine d'en parler?

Je peux vous dire que je comprends l'importance d'assurer les droits des peuples, l'importance de la construction identitaire pour les deux communautés linguistiques afin de pouvoir célébrer dans leur langue et leur culture. Je comprends l'importance de nous assurer de le faire de façon pragmatique. Et de nous assurer d'améliorer la qualité de vie de tous.

Il y a des choses que nous devons faire. En tant qu'individus nous devons être tolérants. J'ai souvent vu des personnes qui malheureusement n'étaient pas aussi tolérantes que nous aurions tous aimé qu'elles soient. Et cela a eu un impact direct sur ma famille et les gens que j'aime. Et je pense que ce manque de tolérance et de pragmatisme explique une partie, voire la totalité de la tension.

Mais il y a aussi beaucoup de malentendus, de mythes et d'exagérations qu'il faut réfuter.

Les anglophones se plaignent que nous consacrons plus d'argent par habitant au système d'éducation francophone qu'au système anglophone. Nous investissons un peu plus, mais c'est normal. Le système francophone est le plus petit, donc les économies d'échelle ne sont pas aussi grandes. Et il y a des coûts spéciaux pour la langue minoritaire; les manuels ne sont pas produits à une échelle aussi grande et coûtent plus. Et probablement le facteur le plus important est que les francophones et les écoles francophones se trouvent davantage dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick. En fait, les deux districts scolaires où nous dépensons le plus par habitant sont les deux districts les plus ruraux, un district anglophone et un district francophone.

Les anglophones se préoccupent de trouver un emploi. Mais 3 000 emplois sont annoncés sur EmploisNB.ca en ce moment. Et la plupart exigent seulement de parler anglais. Quant aux emplois au gouvernement, la majorité – environ 55 % – exigent seulement une compréhension de l'anglais. Donc 55 % des emplois de la fonction publique peuvent être pourvus par des anglophones qui ne parlent pas français.

Et il y a des emplois pour les anglophones qui ont été créés par le bilinguisme.

Pensez à notre industrie des centres de contacts. Cela représente 18 000 emplois. Oui, beaucoup de ces emplois sont bilingues, mais beaucoup exigent l'anglais seulement. Mais si nous n'étions pas une province bilingue, aucun de ces emplois n'existerait. Et MÊME SI tous ces emplois exigeaient le bilinguisme, c'est une industrie de 1,4 milliard de dollars. Et ces emplois procurent des retombées dans d'autres industries où peuvent travailler des anglophones unilingues. Ces 18 000 personnes achètent des maisons et dépensent leur argent dans l'économie, ce qui crée plus d'emplois pour les ingénieurs et les architectes, et les soudeurs et les charpentiers et les caissières et les serveuses et les cuisiniers, peu importe la langue qu'ils parlent.

Dans la fonction publique, il n'y a pas d'emplois bilingues en réalité. Chaque équipe d'employés doit avoir un certain niveau de capacité bilingue en fonction des rôles de chaque membre. À quelques exceptions, il y a de la place pour des anglophones unilingues dans chaque équipe. En fait, comme je l'ai mentionné, la majorité des postes exigent l'anglais seulement. Un emploi en particulier est annoncé comme un poste bilingue s'il n'y a pas assez de personnes bilingues dans l'équipe. L'avis de concours pour le même poste pourrait indiquer plus tard que seul l'anglais est exigé – seulement si d'autres personnes bilingues sont devenues membres de l'équipe.

Dans un endroit comme Saint John, la plupart des emplois au gouvernement n'exigent pas le français, mais certains doivent l'exiger pour assurer un certain niveau de service. Mais il y a aussi des services provinciaux à Saint John. Nous entendons beaucoup de plaintes au sujet du nombre d'emplois au Centre cardiaque du Nouveau-Brunswick qui exigent le bilinguisme. Mais ce qu'on a là, c'est un centre d'excellence incroyable qui dessert toute la province. Et cela veut dire que le tiers des clients est francophone. Si vous amenez votre personne chère au centre pour y subir une chirurgie cardiaque, c'est une expérience difficile. Et lorsque vous essayez de trouver l'aile droite de l'hôpital, j'imagine que vous aurez besoin d'une personne qui peut vous donner les directions dans votre langue? J'imagine que, lorsque le chirurgien sortira, vous aimeriez entendre le pronostic dans votre propre langue? Beaucoup d'anglophones doivent aller à l'Hôpital Dr-Georges-L.-Dumont, à Moncton, afin de recevoir un traitement contre le cancer. Et nous nous assurons qu'ils peuvent recevoir des services en anglais parce que c'est leur droit. Nous devons le même droit aux francophones lorsqu'ils vont à Saint John pour une chirurgie cardiaque.

Nous devons aussi commencer à être pragmatiques lorsqu'il est question d'assurer les droits des gens. Ce n'est pas juste de dire que tous ceux qui occupent un poste de cadre supérieur dans la fonction publique doivent être bilingues compte tenu du fait que nous n'ayons pas offert à une génération d'anglophones une chance équitable de devenir bilingue grâce aux possibilités accessibles de formation en langue seconde qui donnent des résultats.

Nous devons offrir une formation en langue seconde, un programme d'immersion adéquat en français et un accès à ce programme dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick afin que cela ne soit pas un problème pour les membres de la prochaine génération.

Donc pourquoi est-ce que je vous dis tout cela? C'est parce que nous avons besoin de votre aide.

Vous êtes des leaders dans vos communautés. Nous avons besoin de vous pour transmettre une partie des messages positifs. Et beaucoup de choses sont positives. Il existe des avantages économiques très tangibles. Et il existe des avantages économiques intangibles en raison des portes que notre bilinguisme ouvre sur le monde francophone.

Par exemple, nous accueillerons environ 3 000 athlètes du monde entier en 2021 pour les Jeux de la Francophonie. C'est comme si nous accueillions les Jeux panaméricains. Cela créera des retombées sous la forme d'emplois et d'investissements. Et c'est un moyen remarquable pour nos gens de pouvoir participer à une manifestation sportive et culturelle de calibre mondial. Et l'Équipe Nouveau-Brunswick comprendra des francophones et des anglophones – tous peuvent en être membres. C'est ça : ce n'est pas juste pour les francophones. Mais cette manifestation de calibre mondial ne serait jamais venue au Nouveau-Brunswick si nous n'avions pas été une province bilingue.

En travaillant ensemble, nous allons réfuter certains mythes.

- Le bilinguisme est un droit constitutionnel durement gagné. Il ne peut être éliminé sans une modification constitutionnelle. Et ce n'est pas une mauvaise chose en soi. Le bilinguisme apporte beaucoup, beaucoup d'avantages dans notre province.
- Les décisions financières difficiles sont derrière nous. Nous sommes en voie d'équilibrer notre budget d'ici 2020. Les gens ne sont pas obligés de regarder par-dessus leurs épaules de crainte de compressions. Et ils ne sont pas obligés de rechercher quelqu'un ou autre chose qui pourrait être visé par des compressions à leur place.

- En 2015, le PIB du Nouveau-Brunswick s'est accru de 1,9 %. C'est le taux de croissance le plus élevé qui ait été enregistré depuis des années. Et la plupart des emplois dans notre économie exigent seulement une connaissance de l'anglais. Il en va de même pour les emplois au gouvernement.

- Le Nord du Nouveau-Brunswick ne représente pas un fardeau financier pour le Sud. Selon une étude du Conseil économique du Nouveau-Brunswick, 12 % des emplois dans le sud du Nouveau-Brunswick sont attribuables à l'activité économique dans le Nord.

Il s'agit là de certains exemples au niveau macro de la belle histoire que nous pouvons raconter. Mais à un niveau micro, j'ai entendu de nombreuses histoires de collaboration et de compréhension.

- Un gars à Tracadie était si emballé de voir les travaux se dérouler au nouveau centre multifonctionnel au centre-ville de Moncton.

- La dernière fois où je suis allé à l'Hôpital Dr-Georges-L.-Dumont, à Moncton, une dame francophone m'a demandé de prier pour que son mari se fasse transférer rapidement à l'Hôpital régional de Saint John.

- Le francophone du comté de Kent qui m'a dit qu'on lui avait sauvé la vie dans l'hôpital rural du village anglophone de Perth-Andover après avoir été poignardé.

- Lorsque j'ai pris la parole cet hiver devant les membres de la Chambre de commerce de Bathurst, la première chose qui a été mentionnée est le sentiment de solidarité qu'ils ont éprouvé avec leurs confrères et consœurs à Sussex qui venaient de perdre la mine de potasse.

- La femme à Fredericton qui était si contente d'apprendre que nous construisions un centre d'excellence en santé mentale pour les jeunes à Campbellton.

- Lorsque j'ai visité le projet de révision à la raffinerie l'an dernier, bon nombre des travailleurs étaient des francophones du Nord. Et ces travailleurs étaient si contents de pouvoir travailler côte à côte avec des anglophones du Sud.

Nous formons une seule population au Nouveau-Brunswick. Nous avons les mêmes espoirs et les mêmes rêves. Nous faisons face aux mêmes difficultés. Nous voulons tous les mêmes choses. Nous voulons une économie solide afin que nos enfants puissent rester ici et que nos gens puissent revenir dans la province. Nous voulons investir dans l'éducation afin que nos enfants puissent lire et ainsi avoir la meilleure qualité de vie possible. Et nous voulons tous des soins de santé solides afin de pouvoir garder nos familles en santé. Nous sommes solidaires. Nous devons transmettre ce message à tous.

Comme Barack Obama l'a dit : « Nous pouvons tous tirer des bénéfices les uns des autres... ce qui nous lie est plus fort que ce qui nous sépare. »

Merci d'avoir écouté. J'espère que vous m'aidez à transmettre ce message.